

obligations, d'abord énoncées dans l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*, sont aussi ancrées dans notre *Charte des droits et libertés*. De profondes raisons historiques expliquent pourquoi nous avons donné tant d'importance à nos principales valeurs politiques. Une population hétérogène, sans mythes communs quant à son origine et dispersée sur un territoire inhospitalier de 5 000 milles, a de bonnes raisons de croire que le ciment de la communauté politique est un gouvernement honnête, attentif, décentralisé et démocratique. Un pays avec un marché interne relativement modeste a appris qu'il ne peut laisser à ce seul marché la création d'une infrastructure commune, et que le gouvernement doit travailler avec les entreprises pour mettre en place les biens collectifs qui font la cohésion d'un pays. Enfin, une nation possédant deux langues officielles et un riche patrimoine de langues autochtones et étrangères sait que son unité tient non pas à des mythes communs quant à son origine ou à des racines ethniques ou religieuses collectives, mais plutôt à ses institutions politiques — Parlement, assemblées législatives provinciales, tribunaux, partis politiques et presse libre — et au *credo* politique inscrit dans sa *Charte*.

À la base de la tradition politique canadienne, on retrouve l'idée que l'État crée la nation et que l'intervention gouvernementale est une condition préalable au développement économique et à l'instauration d'une communauté politique. Qui plus est, même si nous croyons à l'importance du gouvernement, nous demeurons un pays de libre entreprise. La social-démocratie a eu une énorme influence sur nos politiques, tout comme la libre syndicalisation, mais nous n'avons jamais été socialistes. Nous croyons au libre marché parce que nous savons qu'il arrive mieux que le gouvernement à répartir le capital et le travail, et parce qu'il est garant de la liberté des gens. Nous savons aussi que le marché ne peut à lui seul assurer l'équité entre les classes sociales et entre les régions. C'est pourquoi il ne saurait y avoir de communauté politique cohérente si l'État n'offre pas de services de santé, l'assurance-emploi et la sécurité sociale, et ne procède pas à une certaine redistribution des revenus des provinces riches aux provinces pauvres.

Ces valeurs n'appartiennent pas en propre à l'un des partis politiques, encore que certains les incarnent mieux que d'autres. Elles appartiennent à tous nos partis, et le rôle décisif que ceux-ci jouent